

Groupe Lucibel

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Période du 1er janvier au 30 juin 2016



SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité	3
2. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016	10
1. Comptes de résultat	11
2. Etats du résultat global.....	12
3. Etats de la situation financière	13
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	14
5. Tableaux des flux de trésorerie consolidés	15
6. Annexes aux comptes consolidés semestriels	16
3. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016.....	39

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

EVENEMENTS DU 1^{er} SEMESTRE 2016 ET INCIDENCE SUR LES COMPTES

Les faits marquants du semestre écoulé sont les suivants :

- **Chiffre d'affaires du Groupe de 13,0 M€ au 1^{er} semestre 2016**

Lucibel a réalisé au 1^{er} semestre 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 13,0 M€, en baisse de 4,0% par rapport à la même période en 2015. Après un 1^{er} trimestre en repli de 15% par rapport à l'année dernière et qui s'explique par l'évolution du modèle stratégique de Lucibel vers des solutions à plus forte valeur ajoutée, Lucibel a réalisé sur le 2^{ème} trimestre un chiffre d'affaires de 7,2 M€, en hausse de plus de 10% par rapport à la même période de 2015. Cette performance est surtout liée au développement des ventes réalisées en France (+33,7 %) tandis que l'international s'inscrit en baisse, en raison de la fermeture ou de la mise en sommeil de certaines de ses activités qui étaient déficitaires (filiale commerciale à Hong Kong, activités commerciales au Royaume-Uni et en Allemagne). Lucibel a également enregistré sur le 1^{er} semestre 2016 les premiers revenus tirés de sa nouvelle activité spécifique liée au dispositif des Certificats d'Economies d'énergie (CEE) et le solde du contrat conclu avec la ville d'Istres pour la fourniture de solution d'éclairages.

- **EBITDA positif dès le 1^{er} semestre 2016**

Alors que le Groupe avait annoncé un EBITDA positif pour l'année 2016, cet objectif est d'ores et déjà atteint au 1^{er} semestre. L' EBITDA du Groupe ressort à 0,5 M€, contre une perte de 2,3 M€ sur le 1^{er} semestre 2015; cette évolution très favorable résulte d'une amélioration sensible du taux de marge et de la poursuite de la baisse des charges opérationnelles ainsi que de l'évolution du chiffre d'affaires décrite ci-dessus.

Le résultat opérationnel courant s'inscrit dans la même tendance positive : au 1^{er} semestre 2016, le Groupe enregistre une perte opérationnelle courante de 0,1 M€, contre une perte de 3,3 M€ sur le 1^{er} semestre 2015.

Compte tenu de charges opérationnelles non courantes de 0,4 M€, la perte opérationnelle s'établit à 0,5 M€.

Après comptabilisation d'une perte financière de 0,3 M€ et d'une charge d'impôt non significative, la perte nette du Groupe sur le 1^{er} semestre 2016 s'établit à 0,8 M€, en très net repli par rapport à la même période de 2015, puisqu'elle a été divisée par 5.

- **Prolongation de la période d'exercice des BSAR et modification du prix d'exercice**

Par ailleurs, Lucibel avait clôturé en mai 2015 une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS) d'un montant brut, prime d'émission incluse, de 4,4 M€ à travers l'émission de 1.089.324 actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) au prix unitaire de 4 euros. Le 20 juin 2016, au cours d'une assemblée générale, les actionnaires ont approuvé la prolongation de quatre (4) mois de la période d'exercice des BSAR qui est désormais fixée au 31 octobre 2016. Ils ont également approuvé la modification du prix d'exercice qui est porté à deux (2) Euros. Toutes les autres caractéristiques des BSAR demeurent inchangées. L'assemblée des porteurs de parts réunie ce même jour a accepté « également ces modifications.

- **Luxitis : nouvelle gamme de luminaires premium**

Lucibel a lancé une nouvelle gamme de luminaires LED premium conçus et fabriqués en France. Composée de sept familles de produits offrant une multitude de déclinaisons possibles, la marque LUXITIS s'appuie sur le savoir-faire de LUCIBEL et sur le « Made in France » pour répondre aux exigences du marché haut de gamme dans le luminaire.

- **Citéclaire et Lucibel Middle East**

Des négociations ont été entamées afin d'envisager :

- la cession de 60% des titres de la filiale Citéclaire, spécialisée dans la distribution de luminaires à destination des collectivités publiques,
- la cession de 50% des titres de la filiale de distribution Lucibel Middle East.

ACTIVITE DU GROUPE

Présentation des comptes au 30 juin 2016

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 septembre 2016.

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires	12 975	13 516
Résultat opérationnel courant	(55)	(3 261)
<i>dont EBITDA [1]</i>	<i>540</i>	<i>(2 274)</i>
EBIT [2]	(484)	(3 726)
Résultat net	(755)	(3 724)

[1] EBITDA = résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment les dotations nettes aux amortissements et provisions et les paiements en actions)

[2] EBIT = résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence et avant charges financières et impôt sur les sociétés

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 12.975 K€ au 30 juin 2016, en diminution de 4,0% par rapport au 1^{er} semestre 2015. L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par zone géographique fait apparaître de fortes disparités entre la France et l'international. Cette tendance s'explique par le recentrage de l'activité sur la France et la fermeture de filiales à l'étranger non rentables.

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires	12 975	13 516
dont France	11 234	10 005
dont International	1 741	3 511

Recentrage de l'activité en France

Les ventes de Lucibel en France ont atteint 11.234 K€ au 1^{er} semestre 2016, en hausse de 12,3% par rapport à 2015. Cette hausse est en partie liée au lancement d'une activité spécifique liée au dispositif des Certificats d'énergie (CEE) au cours du 1^{er} trimestre 2016. Elle traduit également le dynamisme de certaines entités en particulier Cordel, filiale spécialisée dans l'éclairage de commerces, qui parvient à développer ses ventes dans un marché fortement concurrentiel.

Ralentissement des ventes à l'international

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires International	1 741	3 511
dont Afrique – Moyen Orient	772	1 885
dont Europe et reste du monde	915	1 218
dont Asie Pacifique	54	408

Le ralentissement des ventes à l'international concerne toutes les zones. Cette évolution résulte d'une part d'éléments conjoncturels, notamment sur la zone Afrique Moyen Orient dans laquelle beaucoup de projets significatifs ont été reportés et d'autre part de décisions stratégiques, Lucibel ayant décidé fin 2015, de cesser ses activités dans certaines filiales déficitaires.

EBITDA positif dès le 1^{er} semestre 2016

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2016	S1 2015
Marge brute	6 235	5 531
<i>en % du CA</i>	<i>48,1%</i>	<i>40,9%</i>
Charges opérationnelles (1)	6 290	8 792
Résultat opérationnel courant	(55)	(3 261)
<i>dont EBITDA</i>	<i>540</i>	<i>(2 274)</i>
Autres produits et charges opérationnels	(318)	(465)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(111)	-
EBIT	(484)	(3 726)
Résultat financier	(255)	7
Impôt sur les sociétés	(16)	(5)
Résultat net	(755)	(3 724)

1. Hors charges intégrées en coûts de production

Malgré le léger repli du chiffre d'affaires sur le 1^{er} semestre 2016, le Groupe parvient à augmenter le niveau de marge brute qui s'établit à 6.235 K€ contre 5.531 K€, en progression de 12,7%. Cette évolution, qui s'inscrit dans un contexte de marché très concurrentiel, a été rendue possible grâce à la transition opérée par le Groupe depuis la fin de l'année 2015, pour se positionner sur des segments de marché à plus forte valeur ajoutée. L'amélioration de la marge brute provient également de la relocalisation en France de la production de certains luminaires et de la poursuite de la rationalisation de la chaîne logistique qui a conduit à une meilleure maîtrise des coûts de transport.

Parallèlement, le Groupe enregistre une forte contraction de ses charges opérationnelles, qui s'établissent à 6.290 K€ sur le 1^{er} semestre 2016 contre 8.792 K€ sur la même période de 2015. Cette

baisse significative des charges opérationnelles (-28%) résulte essentiellement du plan d'efficacité opérationnelle engagé par le Groupe au cours du second semestre 2014 et dont les effets se traduisent pleinement sur 2016.

La réduction des dépenses opérationnelles du Groupe concerne à la fois les dépenses de personnel et les autres charges externes. Les dépenses de personnel qui représentent près des 2/3 des charges opérationnelles, s'élèvent à 4.163 K€ sur le 1^{er} semestre 2016, en baisse de près de 27% par rapport au 1^{er} semestre 2015. Cette baisse s'explique la combinaison de deux facteurs : baisse de l'effectif Groupe qui est passé de 176 personnes à fin juin 2015 à 159 personnes au 30 juin 2016 et plein effet en 2016 des mesures de réduction de personnel prises au cours de l'année 2015.

La baisse des charges externes constatée sur le 1^{er} semestre 2016 (-32,5%) par rapport au 1^{er} semestre 2015 contribue également largement à l'amélioration du résultat opérationnel courant. Cette baisse est la conséquence de la renégociation systématique de tous les contrats engageant le Groupe ainsi qu'à un recours plus sélectif aux prestataires extérieurs.

La combinaison de ces deux tendances, nette amélioration de la marge et forte réduction des dépenses opérationnelles, a permis au Groupe de dégager un EBITDA positif dès le 1^{er} semestre 2016 : celui-ci s'élève à +540 K€, soit une amélioration de plus de 2,8 M€ par rapport à l'arrêté des comptes du 1^{er} semestre 2015.

Le résultat opérationnel courant, qui intègre les éléments non monétaires (paiement en actions et dotation aux amortissement et aux provisions) représente une perte de 55 K€, en très nette amélioration par rapport à 2015. Compte tenu des charges opérationnelles non courantes, essentiellement constituées de coûts de restructuration et de dépréciation d'actifs, la perte opérationnelle (EBIT) s'établit à 484 K€.

Avec une perte de 255 K€ sur le 1^{er} semestre 2016, principalement liée aux intérêts payés sur les emprunts bancaires, le résultat financier pèse sur le résultat net du Groupe. La perte nette enregistrée par le groupe sur le 1^{er} semestre 2016 reste néanmoins très en dessous de celle constatée sur la même période de 2015. La perte nette qui s'établit à 755 K€ été réduite de 80% sur le semestre.

Situation financière : stabilité des fonds propres et amélioration du gearing

Le total du bilan consolidé s'établit à 32.371 K€ au 30 juin 2016 contre 32.221 K€ au 31 décembre 2015 et se décompose comme suit :

En K€ (données consolidées IFRS)	30/06/2016 (*)	31/12/2015
Actifs non courants	12 356	13 495
Actifs courants	13 986	14 800
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 949	3 926
Actifs destinés à être cédés	2 080	-
Total des actifs	32 371	32 221

(*) Données non auditées

En K€ (données consolidées IFRS)	30/06/2016 (*)	31/12/2015
Capitaux propres	11 046	11 445
<i>dont Capital social</i>	8 883	8 785
Passifs non courants	5 520	5 637
<i>dont Emprunts et dettes financières</i>	4 734	4 895
Passifs courants	14 399	15 139
<i>dont Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)</i>	4 365	6 183
<i>dont Fournisseurs et comptes rattachés</i>	4 096	4 658
Passifs destinés à être cédés	1 406	-
Total des passifs	32 371	32 221

(*) Données non auditées

Création de cash flow par l'activité

Au 1^{er} semestre 2016, la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier s'élève à 0,2 M€. Le BFR s'est retourné (+1,3M€) avec d'une part, la réduction des stocks et d'autre part, l'encaissement d'acomptes clients importants. De ce fait, la trésorerie générée par l'activité (1,6 M€) a permis de couvrir les besoins de trésorerie liés aux financements avec un remboursement de la dette de 2 M€ (y compris affacturage).

Fonds propres

Après déduction de la perte nette du semestre (755 K€), les fonds propres du Groupe s'élèvent à 11 046 K€ au 30 juin 2016.

Le capital social de Lucibel SA s'établit à 8.883 K€ en base non diluée, composé de 8 882 606 actions de valeur nominale de 1€ par action.

Endettement net et gearing

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie brute disponible de 3.949 K€ (hors trésorerie comprise dans les actifs destinés à être cédés). A cette date, le montant des emprunts et dettes financières s'élève à 9.099 K€ dont 4.365 K€ à échéance à moins d'un an.

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a procédé au remboursement des échéances liées aux emprunts contractés auprès de différentes banques pour 1.072 K€ (y compris intérêts versés).

Compte tenu de capitaux propres positifs de 11.046 K€ et d'un endettement net de 5.150 K€, le *gearing* (endettement net consolidé sur fonds propres) s'établit à 0,47 contre 0,62 au 31 décembre 2015.

Perspectives

Fort de ces premiers résultats enregistrés sur le 1^{er} semestre 2016, le Groupe confirme l'atteinte d'un EBITDA positif sur l'ensemble de l'année 2016. Le Groupe est confiant sur le chiffre d'affaires du second semestre, avec un carnet de commandes déjà étoffé. Cordel, filiale spécialisée dans l'éclairage de commerces poursuit son développement et lance une offre à destination des entrepôts : un premier projet significatif a été installé en avril 2016 et plusieurs autres projets d'envergure pourraient aboutir avant la fin de l'année.

La filiale Procédés Hallier, positionnée principalement sur le secteur des musées, va également élargir son offre aux boutiques et hôtels de luxe avec le recrutement, sur le second semestre, de deux commerciaux dédiés à cette activité.

Enfin la solution « LiFi by Lucibel », technologie permettant d'accéder à internet par la lumière, va être commercialisée sur le second semestre.

Parallèlement le Groupe exerce une pression forte afin de maintenir une structure de coûts en adéquation avec l'activité commerciale.

Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Dans leur ensemble, les facteurs de risques mentionnés dans le document de base enregistré sous le numéro I.14- 014 et visé par l'AMF n'ont pas subi de modifications.

Compte tenu de l'évolution actuelle du cours de l'action Lucibel (code ISIN : FR0011884378), le Groupe anticipe la conversion des BSAR en circulation (code ISIN : FR0012696680), au plus tard le 31 octobre 2016, ce qui devrait lui procurer un financement additionnel de près d'1M€.

Commentaires sur les parties liées

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2016 avec les parties liées n'ont pas été modifiées de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

1. COMPTES DE RESULTAT

Données en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	5	12 975	13 516
Achats consommés		(6 353)	(6 830)
Charges externes	6	(2 732)	(4 047)
Charges de personnel	7	(4 163)	(5 672)
Impôts et taxes		(149)	(191)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	8	(337)	(838)
Autres produits et charges d'exploitation	9	704	801
Résultat opérationnel courant		(55)	(3 261)
Autres produits et charges opérationnels	10	(317)	(465)
Résultat opérationnel		(372)	(3 726)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence		(111)	-
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence		(484)	(3 726)
<i>Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie</i>		1	4
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(146)	(131)
Coût de l'endettement financier net		(145)	(127)
Autres produits et charges financiers		(110)	134
Résultat financier	11	(255)	7
Impôt sur les résultats	12	(16)	(5)
Résultat net		(755)	(3 724)
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		(892)	(3 714)
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		137	10
Résultat net par action :			
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action</i>	13	(0,10)	(0,48)
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) dilué par action</i>	13	(0,10)	(0,48)

2. ETATS DU RESULTAT GLOBAL

Données en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net de la période	(755)	(3 724)
<i>Ecart de change résultant de la conversion des états financiers des filiales étrangères</i>	50	(146)
<i>Variation de la juste valeur des instruments de couverture de change</i>	-	-
<i>Ecart actuariel sur engagement de retraite</i>	(46)	12
Total des autres éléments du résultat global	4	(134)
Résultat net global	(751)	(3 858)
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	(888)	(3 846)
<i>Part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	137	(12)

3. ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIFS – en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Ecart d'acquisition	14	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	15	3 804	4 082
Immobilisations corporelles	16	562	641
Entités mises en équivalence		117	228
Actifs financiers opérationnels		-	637
Prêts et dépôts		132	165
Autres actifs long terme		1	1
Impôts différés actifs	12	-	1
Total des actifs non courants		12 356	13 495
Stocks	18	4 740	5 472
Clients et comptes rattachés	19	6 886	7 550
Autres actifs courants	20	2 360	1 778
Créances d'impôts courants	12	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	3 949	3 926
Total actifs courants		17 935	18 726
Actifs destinés à être cédés	17	2 080	-
TOTAL DES ACTIFS		32 371	32 221

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Capital		8 883	8 785
Prime d'émission		37 162	37 162
Actions propres		(410)	(393)
Ecart de conversion		(215)	(264)
Réserves et résultat accumulés		(34 414)	(33 734)
Total capitaux propres, part du groupe		11 006	11 556
Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle		40	(111)
Capitaux propres	22	11 046	11 445
Emprunts et dettes financières	26	4 734	4 895
Autres passifs non courants	27	46	42
Avantages au personnel	24	191	138
Provisions – part non courante	25	549	562
Impôts différés passifs	12	-	-
Total des passifs non courants		5 520	5 637
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	26	4 365	6 183
Provisions – part courante	25	576	542
Fournisseurs et comptes rattachés	28	4 096	4 658
Dettes d'impôt		-	-
Autres passifs courants	29	5 363	3 756
Total des passifs courants		14 399	15 139
Passifs destinés à être cédés	17	1 406	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		32 371	32 221

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et Résultats accumulés	Autres		Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle	Total
	Nbre d'actions	Montant				Ecart actuariels	Ecart de conversion			
Au 31/12/2014	7 553 701	7 554	34 033	(419)	(27 877)	(44)	(152)	13 094	(21)	13 073
Augmentations de capital	1 090 324	1 090	3 102	-	-	-	-	4 192	-	4 192
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	149	-	-	149	-	149
Opérations sur actions propres	-	-	-	14	-	-	-	14	-	14
Résultat net de la période	-	-	-	-	(3 714)	-	-	(3 714)	(10)	(3 724)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	(144)	(144)	(2)	(146)
Ecart actuariels	-	-	-	-	-	12	-	12	-	12
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30/06/2015 (non audité)	8 644 025	8 644	37 135	(405)	(31 442)	(32)	(296)	13 603	(33)	13 570
Augmentations de capital	140 570	141	27	-	-	-	-	168	-	168
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	231	-	-	231	-	231
Effet de la conversion des OC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	12	-	-	-	12	-	12
Résultat net de la période	-	-	-	-	(2 487)	-	-	(2 487)	(56)	(2 543)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	32	32	-	32
Ecart actuariels	-	-	-	-	-	(3)	-	(3)	-	(3)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	(22)	(22)
Au 31/12/2015	8 784 595	8 785	37 162	(393)	(33 698)	(35)	(264)	11 556	(111)	11 445
Augmentations de capital	98 011	98	-	-	-	-	-	98	-	98
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	253	-	-	253	-	253
Effet de la conversion des OC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	(17)	-	-	-	(17)	-	(17)
Résultat net de la période	-	-	-	-	(892)	-	-	(892)	137	(755)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	50	50	-	50
Ecart actuariels	-	-	-	-	-	(46)	-	(46)	-	(46)
Autres variations	-	-	-	-	4	-	-	4	14	18
Au 30/06/2016	8 882 606	8 883	37 162	(410)	(34 333)	(81)	(215)	11 006	40	11 046

5. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Données en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle)	(755)	(3 724)
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence	111	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	477	542
Paielements en actions	253	149
Gains ou pertes sur cession	(22)	196
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	64	(2 837)
Elimination du coût de l'endettement financier	145	154
Produit / Charge d'impôt sur le résultat	16	4
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	225	(2 678)
Impôt sur le résultat versé	-	179
Variation des stocks	461	(148)
Variation des créances clients	2 478	(228)
Variation des dettes fournisseurs	(1 018)	(388)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(588)	(1 304)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)	1 558	(4 567)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(34)	(199)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(49)	(234)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1	4
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(346)	21
Subventions d'investissement reçues	-	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	4	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (C)	(424)	(408)
Augmentation de capital	98	4 192
Transactions sur actions propres	5	14
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(943)	(933)
Emissions d'emprunts et de dettes financières	1 034	1 574
Variation des passifs financiers relatifs à l'affacturage	(1 047)	162
Intérêts financiers nets versés	(129)	(157)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (D)	(982)	4 851
Incidence des variations des cours de devises (E)	(5)	12
Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)	147	(111)
Trésorerie à l'ouverture	3 926	4 768
Trésorerie à la clôture (*)	4 073	4 657
dont trésorerie comprise dans les actifs destinés à être cédés	124	-

(*) Dont soldes créditeurs de banque figurant au passif de l'état de la situation financière dans la rubrique "Passifs financiers courants"

- (344)

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES

ASPECTS GENERAUX

- Note 1 Faits marquants de la période
- Note 2 Principes comptables
- Note 3 Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises
- Note 4 Secteurs opérationnels

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

- Note 5 Chiffre d'affaires
- Note 6 Charges externes
- Note 7 Effectifs et charges de personnel
- Note 8 Dotations et reprises aux amortissements et provisions
- Note 9 Autres produits et charges d'exploitation
- Note 10 Autres produits et charges opérationnels
- Note 11 Résultat financier
- Note 12 Impôts sur les résultats
- Note 13 Résultat par action

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

- Note 14 Écarts d'acquisition
- Note 15 Immobilisations incorporelles
- Note 16 Immobilisations corporelles
- Note 17 Informations relatives aux actifs et aux passifs destinés à être cédés
- Note 18 Stocks
- Note 19 Clients et comptes rattachés
- Note 20 Autres actifs courants
- Note 21 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 22 Capitaux propres et informations sur le capital
- Note 23 Plan d'options et assimilés
- Note 24 Provisions pour retraites
- Note 25 Provisions
- Note 26 Emprunts et passifs financiers
- Note 27 Autres passifs non courants
- Note 28 Fournisseurs et comptes rattachés
- Note 29 Autres passifs courants

AUTRES INFORMATIONS

- Note 30 Informations sur les parties liées
- Note 31 Événements post-clôture

ASPECTS GENERAUX

Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la fabrication, la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les entrepôts, les Cafés, Hôtels et Restaurants (CHR), les bureaux et l'industrie, et les musées.

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme ayant son siège social à Rueil Malmaison (France) et régie par les dispositions de la loi française.

Le Groupe Lucibel compte 159 collaborateurs au 30 Juin 2016 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 13 millions d'euros au cours des 6 premiers mois de l'exercice 2016.

NOTE 1 - Faits marquants de la période

Les faits marquants du semestre écoulé sont les suivants :

- Chiffre d'affaires du Groupe de 13 M€ au premier semestre 2016, en diminution de 4,0% suite au recentrage de l'activité en France et la mise en sommeil de filiales non rentables à l'international
- Réduction de la perte opérationnelle consolidée et EBITDA positif sous l'effet conjugué de l'augmentation des marges et de la poursuite de la baisse des charges opérationnelles liée à la mise en œuvre, depuis le second semestre 2014, d'un plan d'efficacité opérationnelle
- Lancement commercial de la gamme de luminaires premium Luxitis fabriqués en France
- Prolongation de la période d'exercice des BSAR et modification du prix d'exercice
- Négociations en vue de la cession d'une partie des titres de Citéclaire et de Lucibel Middle East

NOTE 2 – Comptes consolidés et principes comptables

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2016 du groupe LUCIBEL sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers au 31 décembre 2015.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 septembre 2016.

Règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2016 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2015, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire,

et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2016.

Ces textes sont les suivants :

- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012 ;
- Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ;
- Amendements à IAS 1 – Initiative informations à fournir ;
- Amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014.

Ces textes n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016. Ces textes sont les suivants :

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 9 – Instruments financiers et les amendements à IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39 – Comptabilité de couverture générale, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 selon l'IASB ;
- Norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients, et les amendements Clarifications publiés en avril 2016, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 selon l'IASB ;
- Norme IFRS 16 – Contrats de location, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 selon l'IASB ;
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2017 selon l'IASB ;
- Amendements à IAS 7 – Initiative informations à fournir, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2017 selon l'IASB ;
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 selon l'IASB.

L'impact de ces normes et amendements sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

Continuité d'exploitation

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie brute disponible de 3.949 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 11.046 K€. Les comptes consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2016 ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation sur la base des prévisions de trésorerie du groupe sur un horizon de douze mois à compter du 30 juin 2016.

Jugement et recours à des estimations

Les actifs et passifs sont évalués sur la base du coût historique sauf lorsqu'une norme IFRS requiert l'utilisation de la juste valeur, ou sur option du Groupe lorsque la norme le permet.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sont déterminées en recourant aux éléments d'expérience opérationnelle accumulée, aux données de marché ou du secteur disponibles et à d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être

différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Appréciation de la valorisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée indéterminée

La note 14 est relative aux goodwill et aux tests de dépréciation de l'actif immobilisé. Les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de perte de valeur annuels conformément au calendrier du Groupe, ou lors de l'identification d'un indicateur de perte de valeur. Ces tests reposent sur les meilleures anticipations des flux de trésorerie futurs actualisés de l'activité des unités concernées.

- Attribution d'options, de bons de souscriptions d'actions ou de bons de souscriptions de parts de créateur d'entreprises,

La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur le modèle Black & Scholes de valorisation d'options qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la valeur des titres de Lucibel, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations pour la détermination des frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par la norme IAS 38 sont satisfaits.

- Provisions

Lucibel peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par Lucibel dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. Lucibel met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 25.

Les cours de change utilisés pour la conversion des états financiers des activités à l'étranger sont les suivants (pour un euro) :

	Devises	Taux de clôture 30/06/2016	Taux Moyen 2016	Taux Moyen 2015	Taux de clôture 30/06/2015
AED	Dirham EAU	4,071993	4,100175	4,101723	4,108126
CHF	Franc Suisse	1,107542	1,096123	1,056971	1,040604
CNY	Yuan	7,366483	7,296234	6,85401	6,852131
HKD	Dollar de Hong Kong	8,602151	8,669794	8,658009	8,669267
MAD	Dirham Marocain	10,893246	10,965393	10,893246	10,883761

NOTE 3 - Regroupements d'entreprises

Aucune variation de périmètre n'a été constatée au cours du premier semestre 2016.

Le groupe a initié au cours du deuxième trimestre de 2016 un processus de cession de 60% du capital de Citéclaire et de 50% du capital de Lucibel Middle East. La cession du bloc Citéclaire est intervenue en septembre et celle de Lucibel Middle East est intervenue en juillet.

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les contributions au bilan du 30 juin 2016 de Citéclaire et de Lucibel Middle East sont classées sur 2 lignes distinctes : « Actifs destinés à être cédés » et « Passifs destinés à être cédés ».

Les cessions partielles des sociétés Citéclaire et Lucibel Middle East ne constituant pas l'abandon d'une activité principale, les contributions de Citéclaire et Lucibel Middle East au résultat consolidé du groupe Lucibel sont présentées de manière inchangée pour le semestre clos au 30 juin 2016.

Au cours du premier semestre 2016, le chiffre d'affaires de Citéclaire a atteint 451 K€ et celui de Lucibel Middle East 540 K€, pour une contribution nette au résultat opérationnel de 19 K€.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2016, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale ou par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2016	% intérêts 2016	% contrôle 2015	% intérêts 2015
Lucibel SA	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	Société mère		Société mère	
Cordel	18 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	100%	100%
Cordel Développement	18 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Healthcare (2)	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Espana (2)	Regus World Trade Center, Muelle Barcelona, Edif. Sur 2a planta, 08039 BARCELONE	Espagne	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Suisse	Chemin des Chalets 7, 1279 CHAVANNES DE BOGIS	Suisse	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Middle East	P.O Box 341407, Dubai Silicon Oasis, Suntech Tower, Office 609, DUBAÏ	EAU	IG	90%	90%	90%	90%
Lucibel Benelux	Battelsesteenweg 455E, 2800 MECHELEN,	Belgique	IG	100%	100%	100%	100%
Diligent Factory	3 floor, Youfu Building, RD 7 Qiaotou community, Fuyong Street, Baoan, Shenzhen	Chine	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Asia (2)	Unit 109, 1/F., Morlite Building, 40 Hung To Road, Kwun Tong, KOWLOON, HONG KONG	Chine (Hong Kong)	IG	100%	100%	100%	100%
Citéclair	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	80%	80%	80%	80%
Procédés Hallier	69, rue Victor Hugo, 93100 MONTREUIL	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Africa	22 rue Charam Achaykh Palmier, 20000 Casablanca	Maroc	IG	80%	80%	100%	100%
Lucibel Barentin	101 allée des vergers 76360 Barentin	France	IG	100%	100%	100%	100%
LINE 5	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%	100%	100%
SLMS	35 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON	France	MEQ	47%	47%	47%	47%

(1) IG: Intégration globale – MEQ : Mise en équivalence (2) Filiale mise en sommeil

NOTE 4 - Secteurs opérationnels

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

NOTE 5 – Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	30/06/2016	30/06/2015
France	12 171	11 906
Afrique - Moyen Orient	723	1 120
Europe et reste du monde	68	151
Asie Pacifique	13	339
Total	12 975	13 516

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	30/06/2016	30/06/2015
France	11 234	10 005
Afrique - Moyen Orient	772	1 885
Europe et reste du monde	915	1 218
Asie Pacifique	54	408
Total	12 975	13 516

Répartition du CA par nature	30/06/2016	30/06/2015
Ventes de marchandises	11 881	12 067
Prestations de services	1 094	1 449
Total	12 975	13 516

Au premier semestre 2016, 2 clients ont franchi le seuil de 10% du chiffre d'affaires avec respectivement 11% et 10,3% du chiffre d'affaires.

NOTE 6 - Charges externes

Répartition des charges externes	30/06/2016	30/06/2015
Sous traitance générale	9	199
Locations et charges locatives	530	650
Entretiens et réparations	100	132
Assurances	107	114
Etudes et recherche	10	29
Honoraires et commissions	907	1 041
Publicité	67	179
Transports sur achats et ventes	345	806
Frais déplacements - Missions – Réception	379	609
Frais postaux et téléphone	116	190
Services bancaires	43	111
Autres	119	-13
Total	2 732	4 047

La réduction du poste location et charges locatives est liée d'une part à une réduction du loyer obtenue pour la filiale Lucibel Barentin en 2016 et d'autre part à une réduction significative des charges locatives du siège social de Rueil Malmaison.

La diminution du poste transport s'explique par :

- iii. le recours privilégié au transport par mer pour les approvisionnements en provenance d'Asie
- iv. l'augmentation des approvisionnements en provenance de France et des pays européens.

NOTE 7 - Effectifs et charges de personnel

Effectifs

Au 30 juin 2016, l'effectif total du Groupe s'élève à 159 contre 176 au 30 juin 2015 et 153 au 31 décembre 2015.

Charges de personnel

Au 30 juin 2016, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à 4.163 K€ contre 5.672 K€ (-26,6%) sur la même période en 2015, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Rémunérations et charges sociales	3 903	5 523
Provision pour retraite	7	0
Incidence des paiements en actions	253	149
Total	4 163	5 672

NOTE 8 - Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Dotations et reprises d'amortissements et provisions (en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Dot. / Rep. - amortissements sur immo. Incorporelles	336	462
Dot. / Rep. provisions - amortissements sur immo. Corporelles	107	90
Dot. / Rep. provisions sur stock	(203)	231
Dot. / Rep. provisions sur créances clients	38	(59)
Dot. / Rep. Provisions	59	114
Total	337	838

NOTE 9 - Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Subvention	14	62
Frais de développement capitalisés	20	177
Autres produits	478	411
Transfert de charges	278	158
Autres charges nettes	(86)	(7)
Total	704	801

Le poste « *Autres produits* » au premier semestre 2016 inclut la prise en compte d'un produit de crédit d'impôt recherche de 125 K€.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des coûts relatifs au personnel parti au premier semestre 2016 dans le cadre de la poursuite des opérations de restructuration et des coûts relatifs à une opération de mécénat.

NOTE 10 - Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Pertes sur cession	(19)	(196)
Autres produits et charges opérationnels	(316)	(359)
Dot. / Rep. Provisions	18	90
Total	(317)	(465)

Les autres produits et charges opérationnels comprennent principalement les charges de restructuration liées aux départs de certains personnels de la Société.

NOTE 11 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	4
Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire	(146)	(131)
Coût de l'endettement financier net	(145)	(127)
Gains (pertes) nets de change	(15)	170
Autres charges et produits financiers	(95)	(36)
Autres produits et charges financiers	(110)	134
Résultat financier	(255)	7

NOTE 12 - Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

La charge d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
(Charge) Produit d'impôt courant	(16)	(5)
(Charge) Produit d'impôts différés	-	-
Total	(16)	(5)

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence	(627)	(3 719)
Taux d'impôt en vigueur	33,33%	33,33%
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	209	1 240
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits antérieurs non activés utilisés	317	20
Déficits de la période non activés	(360)	(1 227)
Différentiel de taux	(98)	(40)
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	(84)	(50)
Autres éléments	-	52
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	(16)	(5)

NOTE 13 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSAR, BSPCE et options, voir note 22) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	30/06/2016	30/06/2015
Résultat de l'exercice (en milliers d'euros)	(892)	(3 714)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	8 785 541	7 696 094
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,10)	(0,48)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,10)	(0,48)

NOTE 14 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

Aucune variation des écarts d'acquisition en valeur nette n'a été constatée sur le semestre.

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeur nette en début d'exercice	7 740	8 062
Mouvement de périmètre	-	(106)
Perte de valeur	-	(216)
Valeur nette en fin d'exercice	7 740	7 740

Aucun élément nouveau n'a conduit le groupe à réaliser des tests de dépréciation au 30 juin 2016. Au 31 décembre 2015 les tests de dépréciation des écarts d'acquisition reconnus au titre des acquisitions des sociétés Cordel et Procédés Hallier, n'avaient pas conduit à enregistrer de charge de dépréciation.

NOTE 15 - Immobilisations incorporelles

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2015	860	2 023	2 056	726	161	5 826
Acquisitions	-	-	-	9	49	58
Sorties	-	-	-	-	-	-
Entrées de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	(3)	26	-	23
Au 30 Juin 2016	860	2 023	2 053	761	210	5 907

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2015	(509)	(675)	(129)	(431)	-	(1 744)
Dotations	(126)	(130)	-	(80)	-	(336)
Sorties	-	-	-	-	-	-
Entrées de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	3	(26)	-	(23)
Au 30 Juin 2016	(635)	(805)	(126)	(537)	-	(2 103)

VALEUR NETTE	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2015	351	1 348	1 927	295	161	4 082
Au 30 Juin 2016	225	1 218	1 927	224	210	3 804

Les acquisitions de la période correspondent principalement à des frais de développement sur des projets lancés en production sur l'exercice et en cours de développement à la clôture ainsi qu' à des logiciels.

NOTE 16 - Immobilisations corporelles

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2015	851	557	1 408
Acquisitions	33	9	42
Sorties	-	(6)	(6)
Entrées de périmètre	-	-	-
Autres variations	21	(26)	(5)
Au 30 juin 2016	905	534	1 439

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2015	(489)	(278)	(767)
Dotations	(85)	(39)	(124)
Sorties	-	6	6
Entrées de périmètre	-	-	-
Autres variations	2	6	8
Au 30 juin 2016	(573)	(305)	(877)

VALEUR NETTE	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2015	362	279	641
Au 30 juin 2016	333	238	562

NOTE 17 - Informations relatives aux actifs et passifs destinés à être cédés

La nature des actifs et passifs des sociétés Citéclaire et Lucibel Middle East reclassés en actifs et passifs des activités destinées à la vente au 30 juin 2016, est la suivante :

(en milliers d'euros)	CITECLAIRE	LUCIBEL MIDDLE EAST	TOTAL
Prêts et dépôts	830	24	854
Stocks	-	265	265
Clients et comptes rattachés	113	457	570
Autres actifs courants	214	52	266
Trésorerie et équivalents de trésorerie	97	28	125
Total des actifs destinés à être cédés	1 254	826	2 080
Emprunts et dettes financières non courants	830	-	830
Provisions - part non courante	4	-	4
Emprunts et dettes financières courants	100	-	100
Fournisseurs et comptes rattachés	94	182	276
Autres passifs courants	105	91	196
Total des passifs destinés à être cédés	1 133	273	1 406

Les principaux agrégats du compte de résultat de la société Citéclaire sont présentés ci-après :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	451	71
Résultat opérationnel	297	(246)
Impôt	4	-
Résultat net	855	(252)

Les principaux agrégats du compte de résultat de la société Lucibel Middle East sont présentés ci-après :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	540	1 063
Résultat opérationnel	(278)	(95)
Impôt	-	-
Résultat net	(283)	(98)

NOTE 18 – Stocks

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeur brute matières premières et composants	1 150	965
Valeur brute marchandises	4 356	5 476
Provisions cumulées	(766)	(969)
Valeur nette	4 740	5 472

La valeur nette des stocks au 30 juin 2016 s'établit à 4.740 K€ contre 5.472 K€ au 31 décembre 2015. Elle correspond principalement à la valeur nette des composants et produits solutions LED.

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture du 30 juin 2016 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis.

Au cours du semestre, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Provisions sur stocks
Au 31 décembre 2015	969
Dotations	514
Reprises	(717)
Variations de périmètre	
Au 30 juin 2016	766

NOTE 19 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Valeur brute	7 113	7 780
Provisions cumulées	(227)	(230)
Valeur nette	6 886	7 550
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	6 886	7 550

Dans le cadre du développement de ses activités en France et à l'international, le Groupe a recours à l'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients et une assurance-crédit en cas de défaillance. Depuis le 1^{er} octobre 2015, le Groupe dispose d'un contrat d'affacturage pour les activités françaises et internationales (export) de Lucibel SA, Cordel et Lucibel Healthcare, avec possibilité d'extension à Procédés Hallier. Ce contrat d'affacturage bénéficie par ailleurs d'un contrat d'assurance-crédit spécifique lui permettant de couvrir le risque clients notamment associé à la clientèle Grands Comptes des entités du Groupe couvertes par le contrat.

Le Groupe veille à ce que les encours contractés auprès de sa clientèle française demeurent compris dans les plafonds de financement et de garantie fixés dans le cadre de ses contrats d'affacturage et d'assurance-crédit. Il peut être amené à négocier avec ses clients, le cas échéant, l'obtention de garanties ou le versement d'acomptes sur commandes en cas d'encours de commandes supérieurs aux plafonds de financement et de garantie dont il bénéficie.

Dans le cadre de ces contrats d'affacturage, les sociétés du Groupe concernées ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées.

Le poste "Clients" comprend ainsi un encours de créances cédées pour un montant de 3.322 K€ au 30 juin 2016 (4.398 K€ au 31 décembre 2015). La part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factor du groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2.533 K€ au 30 juin 2016 (3.580 K€ au 31 décembre 2015).

Au 30 juin 2016, les retenues de garantie appliquées par les factor du groupe représentent 342 K€ contre 442 K€ au 31 décembre 2015.

En conséquence, l'encours non financé par les organismes d'affacturage s'élève à 447 K€ au 30 juin 2016 et à 375 K€ au 31 décembre 2015.

NOTE 20 - Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Etat – crédit d'impôt recherche	338	294
Créances fiscales et sociales	926	1 002
Charges constatées d'avance	188	184
Autres actifs à court terme	908	298
Total des autres actifs courants	2 360	1 778

Les sociétés Lucibel SA et Lucibel Barentin ont une activité de recherche et déclarent, depuis l'exercice 2012 (2015 pour Lucibel Barentin), du crédit impôt recherche (« CIR »). La créance CIR comptabilisée au 30 juin 2016 couvre l'année 2015 (Lucibel SA) et le premier semestre 2016. La créance CIR constituée au titre de l'année 2015 pour Lucibel Barentin soit 13 K€ a été intégralement recouvrée en juin 2016.

Le poste « *Autres actifs à court terme* » comprend principalement des acomptes versés aux fournisseurs sur des commandes en cours.

NOTE 21 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Disponibilités	3 948	3 925
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	1	1
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	3 949	3 926

Au 30 juin 2016, les disponibilités sont détenues en France à hauteur de 3.812 K€, en Europe (hors France) pour 25 K€ et dans le reste du monde pour 112 K€.

NOTE 22 - Capitaux propres et informations sur le capital

Au 30 juin 2016, le capital social s'élève à 8.883 K€ contre 8.785 K€ au 31 décembre 2015, et est intégralement libéré. Il est composé de 8.882.606 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action, inchangée depuis la constitution de Lucibel SA.

A cette date, le capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa famille à hauteur de 21,5%.

Sur le semestre, 98.011 actions nouvelles ont été souscrites à l'issue de l'exercice de :

- 98.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) au prix de 1 euro par action
- 22 Bons de Souscription Remboursables (BSAR) donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles Lucibel, à raison de deux (2) BSAR pour une (1) action au prix d'exercice unitaire de 6,50 euros.

NOTE 23 - Plans d'options et assimilés

La charge comptable semestrielle liée à l'ensemble des paiements sur base d'actions s'analyse comme suit :

Données en milliers d'euros	2016	2015
Plans de BSPCE	240	134
Plans de stock-options	13	15
Plans de BSA	-	-
Total charges constatées au titre des paiements fondés sur des actions	253	149

dont comptabilisées en charges de personnel

253

149

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Un nouveau programme d'émission de BSPCE a été approuvé par les actionnaires de la Société en juin 2016. Ce programme présente les mêmes caractéristiques que les programmes précédents, à savoir :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action,
- Pour chaque émission, les conditions d'exercice sont laissées à la libre appréciation du Conseil d'administration,
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans,
- En cas de démission, de licenciement ou de rupture conventionnelle, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Ce programme permet d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximal de 500 K€. Au 30 juin 2016, aucun BSPCE n'a été attribué dans le cadre de ce programme.

Par ailleurs, au cours du semestre, 226.000 BSPCE complémentaires ont été attribués dans le cadre du programme autorisé par les actionnaires de la Société en juin 2015 au prix d'exercice de 2,39 euros par action. Compte tenu notamment d'une hypothèse de la volatilité à 70%, chaque BSPCE attribué a été valorisé à 1,17 euros. La charge qui en résulte est étalée sur la période d'acquisition des droits.

Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2015	874 500	5,46
Attribués	226 000	2,39
Exercés	(98 000)	1,00
Annulés	(6 500)	5,80
Solde au 30 juin 2016	996 000	5,20

Au 30 juin 2016, 372.000 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des bons attribués à ce jour.

Options de souscription et/ ou d'achat d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées. Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3ème année.

Aucun nouveau programme n'a été voté en 2016 et le plan approuvé en 2015, courant jusqu'au 19 août 2018, ne permet plus aucune attribution.

Aucune attribution d'options de souscription n'a été réalisée en 2016.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2015	100 750	6,04
Attribués	-	-
Exercés	-	-
Annulés	-	-
Solde au 30 juin 2016	100 750	6,04

Au 30 juin 2016, 85.750 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des options attribuées à ce jour.

Bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR »)

Dans le cadre de la clôture en mai 2015 d'une émission d'ABSAR, 1 089 324 BSAR attachés aux actions nouvelles ont été émis donnant le droit de souscrire à des actions nouvelles Lucibel à raison de deux (2) BSAR pour une (1) action au prix d'exercice unitaire de 6,50 euros. Les actionnaires ont approuvé la prolongation de quatre (4) mois de la période d'exercice des BSAR qui est désormais fixée au 31 octobre 2016. Ils ont également approuvé la modification du prix d'exercice qui est porté à deux (2) Euros. Ces modifications ont également été approuvées par l'assemblée des porteurs de BSAR.

Une synthèse des opérations d'émission de bons de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre de bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2015	1 088 183	6,5
Attribués	-	-
Exercés	(22)	6,5
Annulés	-	-
Solde au 30 juin 2016	1 088 161	2,0

Au 30 juin 2016, 544.080 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des BSAR attribués à ce jour.

NOTE 24 - Provisions pour retraites

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 30 juin 2016, les engagements de retraite s'élèvent à 191 K€.

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart actuariel	Reclassements	30/06/2016
Provisions pour engagement de retraite	138	12	(5)	-	46	-	191

NOTE 25 – Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart actuariel	Reclassements	30/06/2016
Provisions pour risque produit	758	85	(72)	-	-	(9)	762
Provisions pour restructuration	347	16	(55)	-	-	5	313
Autres provisions	-	50	-	-	-	-	50
Total provisions	1 105	151	(127)	-	-	(4)	1 125
<i>Dont part à plus d'un an</i>	<i>562</i>	<i>4</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(17)</i>	<i>549</i>
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>542</i>	<i>148</i>	<i>(127)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>13</i>	<i>576</i>

La provision pour « *risque produit* » couvre notamment les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement de deux ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les autres provisions pour risques sont évaluées au cas par cas.

Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré-contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

NOTE 26 - Emprunts et autres dettes financières

Emprunts et autres dettes financières	30-juin-16	Non courant	Courant	31-déc-15	Non courant	Courant
Autres emprunts	4 002	2 628	1 374	4 927	2 568	2 359
Avances conditionnées	2 564	2 106	458	2 570	2 327	243
Dettes financières relatives à l'affacturage (cf. note 19)	2 533	-	2 533	3 581	-	3 581
Concours bancaires	-	-	-	13	-	13
Total emprunts et autres dettes financières	9 099	4 734	4 365	11 091	4 895	6 196

Autres emprunts et avances conditionnées

Au 30 juin 2016, le montant des emprunts et avances conditionnées s'élevait à 6.566 K€ dont la composition et l'échéancier sont présentés ci-dessous :

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 30 juin 2016	Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
				30-juin-17	30-juin-18	30-juin-19	30-juin-20	30-juin-21	30-juin-2022 et après
OSEO - PPA	févr-12	5,80%	122	32	30	30	30	-	-
SOFIRED - Prêt participatif	juin-12	5,50%	134	134	-	-	-	-	-
CM-CIC / Emprunt MT	juil-13	4,26%	236	103	106	27	-	-	-
OSEO / Preficir	août-13	5,23%	-	-	-	-	-	-	-
CREDIT MARITIME	févr-11	3,50%	466	229	237	-	-	-	-
BCME	févr-11	3,55%	466	228	238	-	-	-	-
OSEO - Contrat dev participatif	août-13	5,61%	855	205	200	200	200	50	-
OSEO - Prêt à l'innovation	août-13	5,89%	597	142	140	140	140	35	-
CIC- Neuflyze - Refinancement P Hallier	mars-15	2,80%	1 126	301	300	300	225	-	-
Concours bancaires			-	-	-	-	-	-	-
Total Autres emprunts et concours bancaires			4 002	1 374	1 251	697	595	85	-
Avances OSEO	sept-11	4,5%	612	150	210	252	-	-	-
Assurance Prospection Export	2011	0%	274	171	103	-	-	-	-
Assurance Prospection Export	2014	0%	68	-	23	23	22	-	-
Avance Région Haute Normandie	2011	3%	1 587	120	192	350	350	350	225
Avance FMR76	2014	0%	23	17	6	-	-	-	-
Total avances conditionnées			2 564	458	534	625	372	350	225
Total Autres emprunts et avances conditionnées			6 566	1 832	1 785	1 322	967	435	225

Les taux d'intérêts effectifs des avances conditionnées significatives ont été évalués aux taux du marché au moment de la souscription des avances entre 3 et 4,5%.

Au 30 juin 2016, le poste « *Autres emprunts* » s'établit à 4.002 K€ contre 4.927 K€ au 31 décembre 2015. Au cours du premier semestre 2016, les principales variations de ce poste sont liées aux remboursements des échéances des emprunts contractés auprès de différentes banques pour 1.072 K€.

A l'exception de l'emprunt à moyen terme contracté en 2013 auprès de la banque CM-CIC (500 K€ de valeur nominale), et du nouvel emprunt bancaire contracté en mars 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze OBC (1.500 K€ de valeur nominale), les autres lignes de crédit accordées au Groupe ne sont pas sujettes à des covenants financiers.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec les banques CM-CIC et Neuflyze OBC à l'occasion des emprunts contractés en 2013 et en 2015 sont les suivants :

Emprunt à moyen terme contracté en 2013:

- maintien des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels de Lucibel SA à au moins 4 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 10.017 K€ au 30 juin 2016) ;
- maintien d'un ratio dettes financières nettes sur fonds propres de Lucibel SA (déterminés sur la base des comptes annuels) à moins de 0,5. Compte tenu d'un endettement financier net et de fonds propres qui s'établissent respectivement à 1 186 K€ et 10.017 K€ au 30 juin 2016, ce ratio d'endettement est de 0,12 à cette date.

Emprunt à moyen terme contracté en 2015 :

- maintien des fonds propres déterminés sur la base des comptes consolidés de Lucibel à au moins 10 M€ à compter du 31 décembre 2014 et durant toute la durée du prêt (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 11.046 K€ au 30 juin 2016) ;
- atteinte d'un résultat EBITDA défini, sur la base des comptes consolidés de Lucibel, comme étant égal au résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment les dotations nettes aux amortissements et provisions et les paiements en actions) supérieur à 0 à compter du 31 décembre 2015 et pendant toute la durée du prêt. Au 30 juin 2016, l'Ebitda s'établit à 540 K€ ;
- et maintien d'un ratio dettes financières nettes sur fonds propres du groupe Lucibel (déterminés sur la base des comptes consolidés) égal ou inférieur à 0,5 à compter du 31 décembre 2014 et pendant toute la durée du prêt. Au 30 juin 2016, compte tenu d'un endettement financier net consolidé de 5.150 K€ et de fonds propres consolidés de 11.046 K€, ce ratio d'endettement s'établissait à 0,47.

Au 30 juin 2016, le groupe respecte tous les covenants.

Le Groupe ne respectait pas les 2 derniers covenants au 31 décembre 2015, mais s'est rapproché des établissements prêteurs afin d'obtenir un *waiver* sur deux covenants bancaires ce qui lui a été accordé début 2016.

Dettes financières relatives à l'affacturage

Le Groupe bénéficie d'une capacité de mobilisation de ses créances commerciales à travers un contrat d'affacturage pour les entités Lucibel SA et Cordel, prenant effet au 1^{er} octobre 2015 et dont la renégociation a permis qu'il couvre un périmètre de cession de créances plus large (France et international) et qu'il puisse être élargi à de nouvelles entités du Groupe (Procédés Hallier notamment).

Au 30 juin 2016, l'encours de créances cédées s'établissait à 3.322 K€ contre 4.398 K€ au 31 décembre 2015. A cette date, la part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factors du Groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2.533 K€ contre 3.580 K€ au 31 décembre 2015.

Concours bancaires

A la date d'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2016, Lucibel dispose de facilités de caisse à court terme pour un montant total de 300 K€ (identique au 31 décembre 2015). Le Groupe n'usait pas de cette facilité au 30 juin 2016. Ces lignes sont confirmées pour une durée maximale de 60 jours.

NOTE 27 - Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Autres dettes	46	42
Total	46	42

NOTE 28 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste fournisseurs et comptes rattachés inclut le poste factures non parvenues et s'élève à 4.096 K€ au 30 juin 2016 contre 4.658 K€ au 31 décembre 2015.

NOTE 29 - Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes sur immobilisations	225	227
Dettes fiscales et sociales	2 127	2 575
Produits constatés d'avance	281	591
Clients – avoirs à établir	166	367
Clients – avances et acomptes	2 471	-
Autres dettes	93	(4)
Total	5 363	3 756

Au 30 juin 2016, les dettes sur immobilisations correspondent aux soldes des paiements différés afférents à l'acquisition Procédés Hallier.

Les produits constatés d'avance reconnus à hauteur de 281 K€ au 30 juin 2016 correspondent pour l'essentiel à l'étalement du produit de CIR.

Le poste « Clients avoirs à établir » est une estimation des remises octroyées aux clients distributeurs de la Société.

Le poste « Clients avance et acompte » pour 2.471 K€ correspond à des avances clients reçues dans le cadre de commandes en cours.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 30 - Informations sur les parties liées

Les soldes des créances et dettes envers les parties liées ainsi que les produits et charges comptabilisés sur le 1^{er} semestre 2016 et l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'établissent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Créances clients	99	-
Autres Créances	15	-
Actif	114	-
Dettes fournisseurs	15	30
Autres dettes	-	-
Passif	15	30
(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Autres achats et charges externes	75	150
Charges de personnel	-	-
Charges	75	150
Chiffre d'affaires	-	-
Aures Produits	65	-
Produits financiers	-	-
Produits	65	-

NOTE 31 - Événements post-clôture

Contrôle fiscal

Le groupe fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015. Le contrôle vient de débuter et aucune information sur son issue n'est disponible.

Cession de titres Citéclaire et Middle East

Le groupe a cédé respectivement 60 % et 50 % du capital de ses filiales Citéclaire et Lucibel Middle East au 3^{ème} trimestre 2016.

**RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS RESUMES
AU 30 JUIN 2016**

01 AUDIT ASSISTANCE
33, rue Anna Jacquin
92100 Boulogne-Billancourt
S.A.R.L. au capital de € 106.928

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
SAS à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

Lucibel S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lucibel S.A. et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication semestrielle du groupe, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés semestriels résumés, « les Comptes Semestriels » de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels que joints au présent rapport.

Ces Comptes Semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces Comptes Semestriels.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes Semestriels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des Comptes Semestriels avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 20 octobre 2016

Les Commissaires aux Comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

ERNST & YOUNG Audit

Brigitte GUILLEBERT

Pierre-Henri PAGNON